

**Avenant n°34 du 21 septembre 2022 relatif aux salaires minima conventionnels dans la Convention Collective Nationale des Activités Industrielles de Boulangerie-Pâtisserie
IDCC 1747**

Entre, d'une part :

- La Fédération des entreprises de boulangerie et de pâtisserie françaises (FEB)

Et, d'autre part :

- La Fédération Générale Agro-alimentaire (FGA-CFDT)
- La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation des Tabacs et activités annexes (FGTA-FO)
- La Fédération des syndicats CFTC « commerce, services et forte de vente » (CFTC CSVF)

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

PREAMBULE

Le présent avenant est applicable à toutes les entreprises, y compris celles de moins de 50 salariés, relevant de la Convention collective des activités industrielles de boulangerie et pâtisserie et appartenant à ce seul secteur d'activité.

Par exception, les entreprises relevant du secteur d'activité des centres immatriculés de conditionnement, de commercialisation et de transformation des œufs et des industries en produits d'œufs (IDCC 2075) ne sont pas visées par le présent avenant.

Compte tenu de la thématique du présent avenant, qui a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises quelle que soit leur taille, les partenaires sociaux conviennent, conformément à l'article L.2261-23-1 du Code du travail, qu'il n'y a pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés.

Article 1^{er} - Revalorisation des salaires minima conventionnels au 1^{er} octobre 2022

A compter du 1^{er} octobre 2022, les salaires minima conventionnels mensuels, des catégories ouvriers/ employés, techniciens agents de maîtrise et cadres, sont revalorisés.

En conséquence, au 1^{er} octobre 2022, la grille des salaires minimaux mensuels applicables, pour un travail effectif correspondant à la durée conventionnelle du travail en vigueur au jour de la signature, soit 151,67 heures par mois ou 218 jours par an, s'établit comme suit pour les différentes catégories et degrés :

Catégories	Degrés	Salaires minima conventionnels
O/E	OE1	1682,40 €
	OE2	1695,56 €
	OE3	1709,10 €
	OE4	1739,97 €
	OE5	1782,86 €
	OE6	1849,25 €
	OE7	1929,71 €
TAM	TA1	2048,55 €
	TA2	2180,73 €
	TA3	2369,68 €
	TA4	2532,43 €
	TA5	2695,16 €
Cadres	CA1	2863,39 €
	CA2	3229,29 €
	CA3	3752,49 €
	CA4	4276,76 €
	CA5	4822,90 €

Article 2 - Egalité salariale entre les hommes et les femmes

Les parties rappellent l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, et plus particulièrement celui d'égalité des rémunérations.

Article 3 –Dépôt et Extension

Le présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 21 septembre
2022.

- La Fédération des entreprises de boulangerie et de pâtisserie françaises (FEB)
- La Fédération Générale Agro-alimentaire (FGA-CFDT)
- La Fédération Générale des Travailleurs de l'Agriculture, de l'Alimentation des Tabacs et activités annexes (FGTA-FO)
- La Fédération des syndicats CFTC « commerce, services et forte de vente » (CFTC CSVF)

